

Revue trimestrielle du programme européen LEADER II

LEADER II

magazine



Printemps 96 n° 11

**Femmes, égalité
des chances et
développement
rural**

L'Autriche

Norte

Jämtland



CHALKIDIKI



Pays: Grèce
Action réalisée: création et accompagnement d'une coopérative d'artisans
Coût: 113 707 ECU
UE: 51 168 ECU
Public: 17 055 ECU
Privé: 45 484 ECU

"En collaboration avec l'agence municipale de développement d'Arnaia, notre groupe a soutenu la création d'une coopérative de femmes spécialisée dans la production d'objets tissés. LEADER a également contribué à la réalisation d'un plan marketing intégré, à la mise en place d'un point de vente et à la promotion des produits (brochures, participation à des foires dans le nord de la Grèce). Les artisanes sont très fières du succès de leur entreprise et disposent à présent d'une nouvelle source de revenu. L'action permet aussi de redynamiser un ancien savoir-faire qui risquait de disparaître."

Théodoros Sirgianidis,
responsable LEADER

DUHALLOW



Pays: Irlande
Action réalisée: centre pour femmes
Coût (annuel): 25 000 ECU
UE: 5 000 ECU
Public: 18 750 ECU
Privé: 1 250 ECU

"Conscient de l'isolement dont souffrent les femmes en milieu rural, LEADER Duhallow a mis sur pied le 'Groupe de Ressource familiale de Kanturk', qui a débouché sur la création d'un centre de services (dispensaire, garderie, local pour l'éducation des adultes) et lieu de rencontre pour les femmes. 60 femmes en bénéficient directement. Nous envisageons maintenant de créer de telles structures sur l'ensemble du territoire de Duhallow et d'en faire profiter toutes les femmes de la zone."

Maura Walsh,
coordinatrice LEADER

BASILICATA SUD-OCCIDENTALE



Pays: Italie
Action réalisée: cours de perfectionnement pour céramistes
Coût: 49 905 ECU
UE: 32 438 ECU
Public: 17 467 ECU

"La céramique artisanale, qui existe chez nous depuis la plus haute Antiquité, est une activité locale très réputée et pleine de potentiel. Débouchant sur des produits originaux et de grande qualité, le travail de l'argile implique des savoir-faire complexes qu'il faut transmettre aux nouvelles générations. Dans cette 'école-atelier' gérée par deux femmes et soutenue par le GAL, huit jeunes artisanes suivent ce cours de perfectionnement axé sur la créativité et la recherche de nouveaux motifs."

Marianna Colangelo,
responsable LEADER

SERRA DE CALDEIRÃO



Pays: Portugal
Action réalisée: création d'un petit musée-restaurant
Coût: 72 654 ECU
UE: 32 991 ECU
Privé: 39 663 ECU

"Avec l'aide de sa famille qu'elle a su mobiliser pour son projet, une femme a réhabilité un ancien moulin à eau et créé un petit restaurant adjacent. Le 'Moulin du Ti'Casinhas' est ainsi devenu un centre d'activités dynamique et très créatif où l'on peut organiser fêtes et banquets, déguster des repas gastronomiques, tout en découvrant les machines et anciens procédés utilisés par les meuniers. On y propose également des randonnées pédestres dans l'arrière-pays de l'Algarve. En plus d'avoir ainsi créé son propre emploi et assuré un travail régulier à deux autres femmes, la propriétaire a réalisé son rêve: se réinstaller dans son village natal et contribuer à la diffusion de la culture locale."

Priscila Soares,
coordinatrice LEADER

Projecteur: l'Autriche 4



La politique rurale de la "République alpine". Interview de Mme Helga Konrad, Ministre fédéral de la Condition féminine.

Partenaires à part entière du développement 6



Mary Braithwaite examine la situation des femmes rurales et diverses voies possibles pour prendre en compte l'égalité des chances dans les projets de développement rural.

Femmes et développement rural: l'expérience de LEADER I 12



Nombre de projets LEADER I ont bénéficié directement aux femmes.

Femmes rurales du Norte (Portugal): retard important, intervention nécessaire 16



Dans le nord du Portugal, la professionnalisation d'activités féminines traditionnelles semble être, avec le tourisme, la seule voie d'intégration possible à l'économie formelle. Rencontre avec les femmes de trois zones LEADER du Norte: Alto Cávado, Alto Tâmega et Basto.

Jämtland (Suède): quand elles prennent l'initiative 19



Dans cette région faiblement peuplée, les femmes sont souvent à l'avant-garde des initiatives de développement.

En quelques mots...



Franz Fischler,
Membre de la Commission des Communautés européennes, chargé de l'Agriculture et du Développement rural

Bien qu'elles soient nombreuses à participer activement au développement du monde rural et à impulser de nouvelles dynamiques, les femmes sont généralement désavantagées: leurs possibilités d'emploi sont insuffisantes, trop peu de garderies existent pour les enfants, les transports collectifs en milieu rural ne satisfont pas aux besoins, le nombre des centres de formation est limité. Il faut donc mettre en oeuvre des moyens qui permettront de réaliser l'égalité des chances pour les femmes en milieu rural.

Même si les aides communautaires dans le cadre des Fonds structurels ne sont pas discriminatoires pour les bénéficiaires, on constate dans la pratique qu'elles profitent beaucoup moins aux femmes qu'aux hommes et que trop peu de mesures s'adressent spécifiquement aux femmes.

Parmi tous les instruments financiers mis en place par l'Union européenne pour la promotion de l'égalité des chances en milieu rural, l'Initiative LEADER mérite une mention particulière: entre 1991 et 1993, LEADER I a déjà donné la possibilité aux femmes d'initier des projets de développement rural. On peut d'ailleurs relever toute une série d'exemples réussis, notamment dans le domaine du tourisme rural, de la valorisation de spécialités agro-alimentaires locales, dans le secteur de la création de petites et moyennes entreprises et de l'artisanat. J'espère que les femmes poursuivront dans cette voie et qu'elles joueront un rôle encore plus actif et encore plus innovant dans le cadre de la deuxième phase de l'Initiative (1994-1999), afin d'exploiter au mieux les possibilités qu'offre LEADER pour le milieu rural.

Mais il est clair cependant que le choix des actions pour la promotion de l'égalité des chances dans le cadre des programmes est en premier lieu la responsabilité des Etats membres et des intervenants chargés de la mise en oeuvre du programme sur le terrain.

La Commission européenne compte encore mettre en oeuvre plusieurs nouvelles mesures concernant l'égalité des chances au cours de l'année 1996: on peut déjà citer la réalisation, à l'échelle de l'Union européenne, d'une étude sur la situation réelle des femmes dans l'agriculture, couplée à une analyse comparative des différentes réglementations nationales touchant la protection juridique des femmes de ce secteur. Ces travaux devraient fournir une base de propositions en vue d'améliorer la situation.

Nous pensons également lancer des projets pilotes visant à impulser une plus grande intégration des femmes dans le développement rural. Ce programme, pour lequel un premier appel à propositions sera publié au cours de l'automne 1996, sera doté, pour la période de 1997-1999, de 20 millions d'ECU et devra porter chaque année sur un thème précis. Il nous permettra également de mieux définir les besoins concrets en matière de projets et de préparer d'autres mesures pour l'avenir.

Grâce au soutien du Parlement européen, le volet agricole du budget 1996 sera doté d'une ligne budgétaire propre, d'un montant de 400 000 ECU, destinée à répondre aux besoins d'information des femmes rurales, que ce soit en matière de politique agricole en général ou de possibilités de financement de projets spécifiques.

Le réseau d'information mis en place dans le cadre de LEADER et animé par l'Observatoire européen, constitue également un instrument essentiel au service des femmes rurales en ce sens qu'il met à leur disposition des exemples concrets d'actions réussies.

Enfin, la grande conférence de novembre prochain sur le développement rural devrait mettre en lumière des approches et des instruments qui permettront de déboucher sur un développement réellement intégré et sur une meilleure prise en compte des femmes dans notre politique. <



Le relief et la situation géopolitique de l’Autriche expliquent en grande partie les spécificités de ce pays par rapport aux autres Etats membres de l’Union européenne.

Les Alpes couvrent 74% du territoire autrichien et la “République alpine” a des frontières communes avec quatre pays de l’ancien bloc de l’Est. Ces deux facteurs ont provoqué d’importantes disparités régionales, d’autant plus que le Grand Vienne génère à lui seul près de 40% du PIB autrichien.

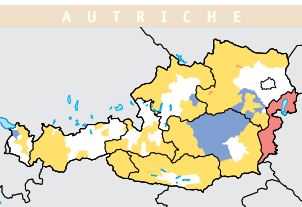
En milieu rural, les zones très touristiques, au nord des Alpes, ont un PIB par habitant correspondant à la moyenne nationale. Ces régions connaissent cependant un taux de chômage saisonnier élevé et une stagnation du tourisme, secteur représentant l’essentiel de leur activité. Elles sont également confrontées à une dégradation de l’environnement. Les autres territoires ruraux ont un PIB se situant entre 20% et 50% en dessous de la moyenne nationale.

Dans les zones périphériques du sud-est et du nord de l’Autriche ainsi que dans les différentes régions alpines de l’intérieur, 30% de la population active travaille dans l’agriculture mais souvent à temps partiel. Quant au secteur secondaire, il est dans bien des cas constitué d’entreprises offrant des salaires peu élevés, les principales filières représentées étant le textile, l’habillement, le cuir et le bois.

Le milieu rural autrichien peut cependant compter sur d’importants atouts: un tissu diversifié de petites et moyennes entreprises, de nombreuses exploitations agricoles orientées vers les productions biologiques et de terroir, des dispositifs de formation initiale et continue de haut niveau, un taux de chômage relativement bas, un environnement bien préservé et une qualité de vie très élevée.

Une politique de développement axée sur l’innovation

“Transfert d’expertise”, “valorisation du potentiel endogène”, “innovation” sont autant d’expressions pouvant caractériser la politique de développement des régions autrichiennes défavorisées mise en oeuvre depuis la fin des années 70, parallèlement à l’amélioration des infrastructures. Pour mener à bien cette politique, deux types de mesures ont été privilégiés par le gouvernement fédéral et les Länder: la mise en place de divers dispositifs d’assistance technique au niveau local, ainsi que différentes aides financières. Un Programme de développement des zones de montagne a été lancé en 1979.



- Objectif 1
- Objectif 2
- Objectif 5b
- Objectif 5b partiellement éligible

Superficie: 83 855 km²

Utilisation du sol
forêts: 38 770 km²
cultures, élevage: 20 420 km²

Population: 7 800 000 habitants (1991)
- de 15 ans: 18% • *+ de 60 ans:* 14%

Densité: 93 hab./km² (UE: 115 hab./km²)

PIB/hab. (1994): 20 670 ECU
(UE: 16 650 ECU)

Taux de chômage (1994): 6%

Zones éligibles aux Fonds structurels (1995-1999)

Objectif 1: 3 965 km²;
270 900 hab.; 165,6 MECU

Objectif 2: 8 692 km²;
636 600 hab.; 101 MECU

Objectif 5b: 50 100 km²;
2 275 000 hab.; 411 MECU

Ruralité

zones rurales: 91,2% de la superficie totale (UE: 79,6%)

population rurale: 42% de la population totale (UE: 14%)

densité: 52 hab./km²

revenu/hab.: 90,8% du revenu national moyen/hab.(1989)

agriculture et sylviculture (1992):
3,3% du PIB; 15-20% de la population active dans les zones rurales (Autriche: 7,9%);

surface moyenne cultivée par exploitation agricole:
12,9 ha (UE:16,4 ha)

tourisme: 14% du PIB;
400 000 emplois
(250 000 emplois directs)

Entités administratives concernées par le développement rural

niveau national: Chancellerie fédérale (coordination de l’aménagement du territoire et de la politique régionale; FEDER; Objectifs 1, 2, 5b; Initiatives communautaires dont LEADER); Ministère fédéral de l’Agriculture et de la Forêt (FEOGA; Objectif 5a); Ministère fédéral de l’Emploi et des Affaires sociales (FSE; Objectifs 3 et 4)

niveau régional: gouvernements de Land (8 Länder concernés par LEADER sur les 9 Länder autrichiens)

niveau local: 2 301 communes

Cette première expérience de développement intégré a facilité la mise en oeuvre en 1983 du Programme d'appui au Développement local endogène (FER).

Depuis 1990, le FER finance exclusivement les prestations d'assistance technique (conseil aux entreprises, montage de projet, etc.) mais le gouvernement fédéral et les Länder ont également créé un Fonds d'investissement pour la création d'emplois, qui, en 1990, sous le nom de "Prime à l'Innovation locale" (RIP), élargit son champ d'intervention pour couvrir aussi les services aux entreprises et les investissements dans l'innovation (produits et procédés). D'autres initiatives mises en oeuvre par le gouvernement fédéral, les Länder et les communes fournissent également un appui au développement local.

Depuis 1990, les politiques de soutien à l'agriculture privilégient la production écologique, la transformation et la commercialisation des produits ainsi que la formation continue.

Des instruments similaires ayant été introduits par chacun des Länder, des ressources financières très importantes sont affectées chaque année à la revitalisation des zones rurales, avec un fort accent mis sur l'innovation.

Les Fondations locales pour l'Emploi, soutenues par le ministère des Affaires sociales, constituent un autre instrument de politique structurelle. Celles-ci fournissent aux demandeurs d'emploi et aux travailleurs, dans les régions défavorisées ou en reconversion, orientation professionnelle, formation continue et appui à la création d'entreprises.

Dans les zones d'Objectifs 1, 2 ou 5b, des bureaux de coordination du développement local ("Regionalmanagement-Einrichtungen"), soutenus par l'Union européenne, le gouvernement fédéral et les Länder, complètent le dispositif.

Tous ces instruments sont chapeautés par le Programme-cadre autrichien d'Aménagement du territoire, qui oriente les grands axes stratégiques en tenant compte des besoins, des projets et des programmes émanant du gouvernement fédéral, des Länder et des communes. Il est redéfini tous les 10 ans par la Conférence autrichienne sur l'Aménagement du territoire, structure de consultation permanente regroupant les intervenants nationaux, régionaux et locaux ainsi que les partenaires sociaux concernés.

Au niveau national, la coordination des politiques liées à l'aménagement du territoire est assurée, en partenariat avec les Länder, par la Chancellerie fédérale (Bundeskanzleramt). C'est donc elle qui coordonne LEADER II, doté en Autriche de 23,3 millions d'ECU. 8 programmes LEADER régionaux ont été proposés par les Länder. Ils devraient déboucher sur la constitution d'une trentaine de groupes d'action locale, réunis dans un réseau national animé par ÖAR ("Österreichische Arbeitsgemeinschaft für eigenständige Regionalentwicklung"/Association autrichienne pour le Développement endogène).



"Aucun développement n'est possible sans les femmes."

Mme Helga Konrad, Ministre fédéral de la Condition féminine

Comment décririez-vous la situation des femmes en Autriche? Les femmes rurales connaissent-elles, selon vous, des problèmes particuliers?

Les femmes représentent 51,6% de la population de notre pays. 62,7% d'entre elles ont une activité professionnelle. Leurs revenus n'atteignent que 70% à 77% de ceux des hommes. La femme autrichienne a en moyenne entre un et deux enfants et s'occupe généralement seule des tâches ménagères, même lorsqu'elle exerce un métier. C'est l'un des problèmes essentiels: les responsabilités familiales et ménagères de la femme constituent un obstacle à son autonomie financière. De même, le nombre insuffisant de garderies rend difficile pour les femmes l'exercice d'une activité à l'extérieur et entrave souvent leur ascension professionnelle. Les réseaux de pouvoir masculins, les préjugés, etc. ont jusqu'à maintenant souvent empêché les femmes de faire carrière. La Loi pour l'Égalité des chances et la Promotion de la Femme de 1993 doit permettre d'atteindre l'égalité

professionnelle, tout au moins dans le secteur public.

Quant au nombre de femmes présentes dans les instances politiques, il n'augmente que lentement et au prix d'une lutte constante: actuellement, au sein du Parlement autrichien, un quart des députés sont des femmes.

En ce qui concerne les femmes rurales, on peut résumer leurs problèmes comme suit: faibles revenus, manque de possibilités d'emploi, précarité.

Existe-t-il des actions spécifiques en faveur des femmes rurales?

Dans certaines régions, les femmes rurales ont créé des associations pour promouvoir leurs intérêts. A la veille de la Conférence Mondiale sur les Femmes en 1995, des agricultrices se sont rencontrées dans le cadre d'un séminaire intitulé "Du pain et des roses". Elles ont pu débattre de leurs problèmes spécifiques. A Pékin, a également été organisé un atelier sur la condition des femmes dans les zones frontalières: au

delà des débats et des échanges d'informations qui ont eu lieu, a été évoqué l'organisation d'une "bourse de projets". L'augmentation du nombre des garderies est une mesure qui aura des effets à long terme en facilitant l'exercice d'une activité professionnelle pour les femmes rurales.

Dans le cadre de la grande offensive pour l'emploi qui sera lancée l'année prochaine, des projets spécifiques pour les femmes rurales devraient être initiés et financés. En milieu rural, l'accent devrait surtout être mis sur la mobilité et la réduction de l'isolement des femmes.

Quel peut être l'apport des femmes en matière de développement rural?

Aucun développement n'est possible sans les femmes. Leur contribution est indispensable si l'on veut mettre en oeuvre des stratégies de développement rural cohérentes, répondant à leurs besoins et attentes spécifiques, prenant en compte leur point de vue.

Partenaires à part entière du développement

Les femmes jouent un rôle clé dans la vitalité des communautés rurales. En plus de leur activité économique, elles contribuent de façon majeure à la vie de leur famille et de leur village.

PAR MARY BRAITHWAITE [*]

Pourtant, les politiques de développement rural ne reconnaissent pas souvent à leur juste valeur l'apport et le rôle des femmes, d'où une perte d'efficacité. La réussite d'une stratégie de développement rural dépend de la mobilisation du savoir-faire et des ressources de tous les citoyens et de la mise en oeuvre d'actions répondant à leurs différents besoins. Deux principes sont essentiels quant à l'efficacité d'une démarche de développement: la prise en compte de l'égalité entre les femmes et les hommes, et la participation de toutes et de tous.

Il est courant d'évoquer la nécessité de reconnaître les femmes comme des "ressources humaines primordiales" et par conséquent de les encourager à devenir "plus actives économiquement". Ceci laisse entendre que les femmes qui ne sont pas à proprement parler "actives" sur le marché du travail officiel, ne participent pas à la vie économique et qu'elles disposent de temps libre qui pourrait être utilement consacré à autre chose. En milieu rural, cette affirmation est tout à fait erronée.

Actives mais non reconnues

C'est un fait que le chômage touche beaucoup plus les femmes rurales que les hommes ruraux. Dans certaines régions, le taux de chômage féminin est deux fois plus élevé. Dans le milieu rural portugais, près des deux tiers des chômeurs sont des chômeuses. Dans les régions rurales des nouveaux Länder allemands, le chômage féminin a explosé depuis 1989, 80% des femmes qui travaillaient dans le secteur agricole ayant perdu leur emploi, à un rythme beaucoup plus rapide que leurs homologues masculins.

Seules quelques zones rurales connaissent un taux de chômage des hommes supérieur à celui des femmes. C'est le cas en Angleterre et en Ecosse mais ceci est largement dû à l'augmentation d'emplois à temps partiel et mal rémunérés dans le secteur public, emplois surtout occupés par des femmes. Si l'on prend en compte les femmes souhaitant exercer une activité professionnelle mais non inscrites comme demandeuses d'emploi, donc non comptabilisées dans le nombre des chômeurs, la situation des femmes dans la plupart des zones rurales est encore plus grave qu'elle y paraît dans les statistiques officielles.

De plus, le taux d'activité formelle des femmes rurales a tendance à être moins élevé que celui des hommes ruraux et que celui des femmes en milieu urbain. C'est particulièrement le cas dans les régions d'Objectif 1 où l'activité repose encore beaucoup sur l'agriculture traditionnelle.

[*] **Mary Braithwaite** est l'auteur d'une étude sur les femmes en milieu rural, réalisée pour la Commission européenne (1). Elle est impliquée dans des projets et des activités de recherche sur l'égalité des chances dans le développement rural de l'Union européenne. Elle est également consultante, spécialisée dans les méthodes participatives appliquées à l'élaboration et à l'évaluation des projets de développement en Europe et dans le Tiers-Monde.



Moins de perspectives, plus de contraintes

La faible intégration des femmes à l'économie formelle et le niveau élevé du chômage féminin découlent d'une série de phénomènes. On peut citer notamment: les attitudes traditionnelles quant aux rôles dévolus aux femmes et aux hommes; une grave pénurie d'emplois pour les femmes en milieu rural; un certain nombre d'obstacles – absence de moyens de transport, de services de garde, etc. – rendant difficile aux femmes l'accès au marché du travail. La tendance actuelle aggrave encore la situation des femmes rurales: la diminution des effectifs dans les services publics et la centralisation des services qui s'en suit, tant dans le secteur privé que dans le secteur public d'ailleurs, pénalisent doublement les femmes rurales, en rendant plus difficile tant l'accès à l'emploi que l'accès aux services dont elles et leur famille ont besoin.

En fait, les femmes se consacrent à davantage de tâches différentes, ont davantage de responsabilités et effectuent davantage d'heures de travail que les hommes. En France et en Irlande, où existent des données sur l'emploi du temps, les femmes rurales, en particulier les agricultrices, disposent du moins d'heures libres, moins que les femmes urbaines et moins que la plupart des hommes ruraux. Partout les femmes rurales se partagent entre des rôles multiples: à la maison, elles gèrent le foyer et prennent soin des enfants; au village, elles assurent des services sociaux et culturels, le plus souvent

à titre bénévole; économiquement, lorsqu'elles ne sont pas salariées ou travailleuses indépendantes, elles sont souvent actives dans l'exploitation agricole ou autre entreprise familiale. Elles sont par contre généralement peu impliquées dans la prise de décision aux niveaux local ou régional. Car souvent leurs responsabilités ménagères et familiales non seulement entravent leur participation à la prise de décision mais en libérant les hommes de nombreuses tâches, facilitent aussi la participation masculine. Le partage inégal des tâches est un obstacle important à la participation égale entre les femmes et les hommes dans le développement rural. Certains exemples d'initiatives en faveur des femmes rurales et destinées à encourager leur participation montrent cependant que des solutions sont possibles.

Stratégies sectorielles

En matière de chômage féminin, les projets exigent des approches stratégiques particulières, ce qui ne signifie pas nécessairement qu'ils doivent viser uniquement les femmes. En Irlande, le projet "Goût de Ballyhoura", mis en oeuvre par le groupe LEADER, était une opération de tourisme rural bien conçue destinée à améliorer la qualité et la fréquentation des restaurants locaux. Les emplois créés ont surtout été des postes à temps plein, majoritairement occupés par des femmes. Cibler les initiatives d'emploi sur des secteurs faisant généralement appel aux femmes peut avoir un réel impact positif sur l'emploi féminin.

— L'appui à l'emploi indépendant et à la création d'entreprise est également important. Les femmes rurales savent souvent bien identifier les ressources et les besoins locaux qui peuvent offrir des possibilités commerciales. Cependant, une assistance technique et un accompagnement de qualité s'avèrent nécessaires si l'on veut augmenter la confiance en soi des femmes et améliorer leurs compétences de façon à assurer le succès de l'entreprise. Dans certaines zones, des actions spécifiques d'appui destinées exclusivement aux femmes ont été mises en oeuvre: c'est le cas du Centre d'Initiative des Femmes (Women's Enterprise Centre) de Launceston, dans le sud-ouest de l'Angleterre, qui fournit conseil, information, formation et locaux aux femmes qui lancent ou développent une entreprise. Le succès du projet est tel que Enterprise Tamar, l'agence de développement à l'origine du Centre, peut affirmer qu'à présent près de la moitié des gens qui la sollicitent sont des femmes. Dans la Serra de Montemuro, au nord du Portugal, une initiative de femmes, appuyée par un partenariat composé d'associations locales, d'un groupement d'artisans et d'organismes publics, a formé et accompagné des femmes afin de mener à bien plusieurs projets: la création d'une garderie, une opération intégrée de tourisme rural ainsi que l'installation de points de vente pour produits artisanaux.

Approche intégrée

Si les initiatives de femmes ont un rôle à jouer, il importe également que les organismes traditionnels d'appui aux entreprises veillent à ce que leurs services soient aussi facilement accessibles aux femmes qu'aux hommes. Ce qui implique entre autres que l'on sensibi-

lise les conseillers d'entreprise à la question de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes, que l'on forme et que l'on nomme des conseillers de sexe féminin, que l'on s'assure que les contrats de financement ou de crédit ne soient pas discriminatoires pour les femmes, que la publicité pour les formations et les services d'accompagnement des entreprises soit aussi incitative pour les femmes que pour les hommes.

Les initiatives d'emploi et de création d'entreprise ne doivent pas non plus se contenter de prendre en considération la place et les motivations existantes des femmes mais aussi viser l'amélioration de leur statut professionnel. Nombreuses sont les femmes rurales, travaillant à la ferme ou dans l'entreprise familiale, dont on ne reconnaît pas le statut de travailleuses indépendantes et qui n'ont pas assez de temps pour suivre une formation leur donnant officiellement accès à la profession. En France, dans le cadre d'un programme innovant de formation à distance ("Formation ouverte - Femmes rurales"), a été lancée en 1991 une opération visant à professionnaliser les conjointes de pêcheurs artisans et de conchyliculteurs du Finistère (Bretagne) de façon à ce qu'elles puissent diversifier et développer leur entreprise familiale. Il convient toutefois de veiller à ce que les activités créées n'augmentent pas l'isolement et la charge de travail des intéressées: si le télétravail à domicile ou le tourisme à la ferme peuvent utilement accroître les revenus, ils peuvent aussi renforcer l'isolement des femmes rurales et l'inégalité du partage des tâches ménagères et familiales.

Oser la différence

Les filières nouvelles ou non traditionnelles offrent également des possibilités aux femmes rurales, non seulement en termes d'emploi mais aussi comme solution au problème des transports et des services de proximité en milieu rural.

Dans le Vogelsberg (Hesse, Allemagne), organismes publics et autocaristes locaux se sont associés pour former des chômeuses à la conduite d'autobus et créer de nouvelles lignes de transport en commun dans la zone. Le principal défi à relever à présent est de rentabiliser ces lignes, ce qui pourrait être réalisé en utilisant également les véhicules pour transporter les produits agricoles vers les centres urbains.

C'est le même principe qui sous-tend un programme de formation dans la Haute-Vienne (France): en permettant à des femmes de devenir chauffeurs d'autobus, on diversifie les possibilités d'emploi des femmes rurales tout en s'attaquant au problème de la mobilité des personnes dépourvues de moyen de locomotion.

Dans une zone isolée d'Irlande du Nord, une société privée très performante, Kinawley Integrated Teleworking Enterprise Ltd. (KITE), fournit dans une

Libérer du temps pour les activités professionnelles: garderie de Kanturk [zone LEADER Duhallow, Irlande]





*La "conjointe d'agriculteur"
assure souvent l'administration
de l'exploitation familiale*

ferme formation et télétravail (14 emplois directs), surtout aux femmes, ainsi qu'une crèche pour leurs enfants. Créée par trois femmes, KITE a eu de la difficulté à obtenir des agences de développement une aide financière au démarrage. Les dirigeantes de l'entreprise attribuent cette difficulté au manque de "vision" des agences approchées, réfractaires au fait que le projet soit porté par des femmes et qu'il concerne une combinaison de deux activités nouvelles dans la zone: le télétravail couplé à la garde d'enfants.

Si beaucoup de femmes ont besoin d'acquérir la confiance en soi nécessaire à la création d'entreprise, beaucoup d'agences de développement doivent apprendre à faire confiance aux idées et aux capacités des femmes. Beaucoup d'idées avancées par les femmes rurales concernent des activités non conventionnelles qui visent plusieurs objectifs à la fois (revenu supplémentaire, emploi, amélioration de la qualité de vie, protection de l'environnement, maintien de la culture locale, etc.), d'où dans certains cas la réaction des agences de développement qui tendent à ne pas prendre ces projets au sérieux ou à leur fournir un appui technique et financier inadéquat.

L'union fait la force

Les projets peuvent être initiés et réalisés par des femmes individuellement mais on constate que ce sont souvent les initiatives portées par des groupes ou des réseaux de femmes qui bénéficient le plus aux communautés locales.

Le travail en réseau explique en grande partie le succès de Kvinnum, une association de femmes du Jämtland, dans le nord de la Suède (voir article correspondant). En plus d'un comité de pilotage et d'un groupe de travail rassemblant des représentantes des principaux organismes publics, Kvinnum soutient des groupes de travail, comprenant chacun entre 20 et 25 femmes de tous horizons, intéressées par le développement de leur village ou de services locaux particuliers. Comptant plus de 60 groupes de travail dans le comté, Kvinnum a joué un rôle majeur de facilitateur pour la dynamique locale et la mise en oeuvre de projets par et pour les femmes.

Dans l'île de South Uist, en Ecosse, un réseau informel de femmes, créé à l'origine par un groupe de mères de famille souhaitant organiser des activités préscolaires, a débouché sur la création de Cothrom, qui fournit forma-

tion et emploi – tissage, tourisme, culture et services à l'enfance – aux femmes de l'île. Fin 1994, Cothrom est devenu un centre de travail à distance pour le compte d'une société privée, créant 18 emplois féminins.

En Grèce, la réussite de nombreuses coopératives agro-touristiques, le plus souvent gérées par des femmes, est une preuve supplémentaire des avantages que procurent une démarche collective et un travail en groupe.

Participation dans l'élaboration du projet et la prise de décision

Pour répondre aux attentes et besoins des femmes, les agences de développement peuvent toutefois faire beaucoup plus que promouvoir des projets conçus par et pour les femmes. Impliquer les femmes dans le développement rural signifie également assurer leur participation dans l'élaboration du projet et dans la prise de décision, en ce qui concerne le choix des objectifs, des stratégies, des actions de développement à mener. Informer les femmes sur la stratégie de développement rural, leur montrer qu'on est ouvert à leurs idées et à leur participation constitue un premier pas très important. Dans le sud du Portugal, l'association In Loco (également groupe LEADER) a organisé dans les villages de la Serra de Caldeirão des réunions-débats où les femmes ont pu discuter de leurs problèmes spécifiques et identifier les remèdes possibles. De telles actions renforcent la solidarité des femmes rurales et les encouragent à mettre en oeuvre des solutions.

Par la suite, il importe que les femmes prennent une part aussi active que les hommes dans la formulation des politiques et des stratégies conduites par les agences de développement et les pouvoirs publics et que ceux-ci s'engagent à ce que leurs activités soient autant accessibles et bénéfiques aux femmes qu'aux hommes. Former et promouvoir les femmes à des postes de décision en matière de développement, améliorer la représentation des femmes et de leurs associations dans les comités de pilotage et les conseils d'administration (en fixant des seuils de participation, en aménageant les horaires, les lieux et le style des réunions, etc.) sont autant de mesures qui peuvent certainement avoir un impact positif. En Irlande par exemple, le Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt demande aux groupes LEADER de veiller à ce que leur conseil d'administration soit composé d'au moins 40% de femmes.

Intégrer l'égalité

Un contrôle systématique des politiques, stratégies et projets de développement devrait être effectué avant leur adoption afin de veiller à ce qu'ils ne soient pas discriminatoires pour les femmes ou même à ce qu'ils débouchent sur une plus grande égalité entre les femmes et les hommes. Ceci implique un diagnostic local de la situation, des rôles, des besoins et des moti-

— vations des femmes et des hommes ainsi qu'une stratégie tenant compte de ce diagnostic. Réaliser cette étude préalable peut être également un moyen de mobiliser les femmes et les hommes dans le processus de développement, à condition que des analyses et audits participatifs fassent partie de la démarche. En Norvège, un "Plan municipal pour les femmes", bénéficiant de l'appui de plusieurs ministères, vise à mettre en place dans six municipalités des procédures et des modes d'organisation permettant d'intégrer la "dimension féminine" et l'égalité des chances: chaque municipalité a ainsi créé un groupe de travail, formé de 7 ou 8 femmes et animé par une permanente, qui veille à ce que les intérêts et besoins des femmes soient pris en compte dans les politiques, programmes et projets municipaux.

Des méthodes et instruments permettant l'élaboration, la mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation de projets intégrant des objectifs d'égalité entre les femmes et les hommes sont en train d'être mis au point par certaines organisations européennes, mais surtout dans le cadre de la coopération avec le tiers-monde. Les agences de développement rural pourraient s'en inspirer et les adapter au contexte européen.

Il est également souhaitable que les agences de développement et les pouvoirs publics prennent le ferme engagement d'assurer une égalité d'accès et de retombées des projets entre les femmes et les hommes. Au niveau européen, la promotion de l'égalité des chances est une priorité transversale à l'ensemble des programmes bénéficiant du concours des Fonds structurels. Il est cependant indispensable que ces engagements soient traduits en objectifs et en indicateurs concrets, qu'ils soient pris en compte dans le suivi et l'évaluation des projets, si l'on veut pouvoir vérifier que les projets ou politiques concernés ont produit les effets escomptés en matière d'égalité et de qualité de vie pour les femmes et les hommes du monde rural. <

(1) "Le rôle économique et la situation des femmes dans les zones rurales". Série "Europe verte". 1994. Office des Publications officielles des Communautés européennes, L-2985 Luxembourg. Disponible dans 9 langues de l'Union. Une actualisation du document, tenant compte des trois nouveaux Etats membres, est en cours.



L'Union européenne a peu à peu étendu les domaines d'application du principe d'égalité des chances entre les femmes et les hommes. Elle entend à présent l'intégrer dans toutes les politiques communautaires pertinentes. Une volonté susceptible de concerner beaucoup d'Européens et surtout d'Européennes.

La Politique européenne en faveur de l'égalité des chances trouve son origine dans l'Article 119 du Traité de Rome qui énonce le principe de l'égalité des rémunérations entre les hommes et les femmes. Dans l'esprit des "pères fondateurs" du Marché Commun, ce principe relevait de la logique de la libre concurrence: il s'agissait d'éviter un "dumping salarial" tant il était patent que les salaires des femmes étaient inférieurs à ceux des hommes. Près de 40 ans plus tard, le travail des femmes reste globalement payé entre 15 et 30% moins cher que celui des hommes, sans parler de la persistance du travail non rémunéré. Mais incontestablement, l'arrivée massive des femmes sur le marché du travail au cours des 20 dernières années a créé une situation nouvelle dont les instances européennes ont cherché à prendre la mesure.

Droit européen de l'égalité

L'Article 119 est devenu le socle d'une véritable politique à ambition plus sociale. Les Communautés européennes ont approfondi le principe d'égalité de rémunération et l'ont élargi en adoptant, entre 1975 et 1992, six Directives qui constituent, avec la jurisprudence abondante de la Cour de Justice européenne, le Droit européen de l'égalité: "égalité de rémunération (75/117); "égalité dans l'accès à l'emploi, à la formation et la promotion professionnelle et les conditions de travail" (76/207); "égalité de traitement dans la sécurité sociale" (79/7); "égalité dans les régimes professionnels de sécurité sociale" (86/378); "égalité des femmes et des hommes indépendants et droits des conjoints aidants" (86/613); "protection au travail de la femme enceinte" (92/85).

Ces Directives ont eu et ont pour objectif d'obtenir, dans le droit positif des douze, puis des quinze Etats membres de l'Union, la reconnaissance de droits minimaux et la suppression des discriminations existantes en raison du sexe. Ces discriminations, fondées sur une conception inadaptée à notre époque des droits des femmes, sont "nichées" dans tous les plis et arcanes des codes, lois et règlements qui régissent les rapports sociaux, familiaux et autres, tel que le Droit du Travail, de la Sécurité sociale, le Droit civil, le Droit successoral, etc. ... et également le Droit rural.

Egalité des chances entre les femmes et les hommes: une ambition européenne

par Marie Jouffe (*)

Un Programme d'action communautaire pour l'égalité des chances: observatoire et laboratoire

Parallèlement à cette activité législative, indispensable mais insuffisante pour faire entrer l'égalité dans les faits, la Commission européenne mettait en oeuvre, dès 1982, un premier Programme d'action pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes. Aujourd'hui, le 3^{ème} Programme s'achève et un 4^{ème} a été adopté par le Conseil des Ministres de l'Union en décembre 1995 pour la période 1996-2000.

Dans le cadre des 3 Programmes d'action mis en oeuvre au niveau européen, s'est constitué un savoir nouveau concernant la situation respective des hommes et des femmes, notamment par rapport à la question du travail et de son environnement. Ce savoir est issu de recherches, de travaux d'experts à travers des réseaux de soutien à des actions pilotes et à des échanges entre les Etats membres, dans des domaines allant de l'éducation à l'emploi, en passant par la formation professionnelle (réseau IRIS), la création d'entreprise (programme ILE) ainsi que des actions de sensibilisation et d'information sur la question de la place des femmes dans la société en général.

Ces travaux confirment par exemple que la position des femmes sur le marché du travail continue d'être, en règle générale, moins favorable que celle des hommes: plus fort taux de chômage pour les femmes, salaires inférieurs, charges familiales plus lourdes, formation moins élevée ou moins bien valorisée lorsqu'elle est équivalente. Ils ont mis en lumière le lien entre l'activité des femmes et une organisation sociale prenant ou non en compte la question des soins aux personnes à charge: enfants, ascendants âgés.

Au cours des cinq dernières années, la situation particulière des femmes en zones rurales a fait l'objet d'études, d'actions et de projets pilotes, notamment dans le cadre de NOW, programme d'Initiative communautaire du FSE, dédié à l'égalité des chances.

Ainsi, les facteurs de blocage qui contrarient l'égalité des chances dans les faits ont été identifiés. Le Livre blanc sur la Politique sociale de la Commission européenne a, partant de ces conclusions, défini les 3 axes prioritaires pour l'action en faveur de l'égalité des chances:

- > supprimer la ségrégation existant dans le marché du travail et valoriser le travail des femmes;
- > concilier vies professionnelle et familiale;
- > accélérer l'association des femmes aux décisions.

Ces trois axes constituent les lignes forces du 4^{ème} Programme d'action 1996-2000.

L'intégration de l'égalité des chances: un nouveau mode d'action

A la différence des programmes passés qui étaient centrés sur les actions spécifiques destinées à des publics féminins ciblés, ce 4^{ème} Programme s'engage dans une logique nouvelle: celle de l'intégration de l'égalité des chances dans toutes les politiques pertinentes.

Cette nouvelle logique signifie que la dimension de l'égalité des chances devra être prise en compte dans tous les dispositifs, moyens et politiques développés dans d'autres domaines: ainsi il en va de la politique sociale certes, mais aussi de l'environnement, des transports, de l'entreprise, de la politique régionale, du développement rural, etc.

Ceci s'est déjà traduit, au plus haut niveau de la Commission, par la création d'un Groupe de Commissaires sur l'Egalité des chances. Il n'est pas indifférent à cet égard de souligner que pour la première fois dans l'histoire européenne, cinq femmes ont été nommées Commissaires en 1995. Ce groupe a d'ailleurs soumis à la Commission une Communication – "Intégrer l'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans l'ensemble des politiques et actions communautaires" (1) – qui a été adoptée le 21 février dernier.

Dans la perspective d'intégration, les fonds spécifiquement affectés à la politique d'égalité de chances ne constituent pas l'ensemble des moyens qui seront mis au service de cette politique. Selon les textes des règlements en vigueur, cette politique doit être appuyée par les Fonds structurels et les actions bénéficiant de ces Fonds doivent intégrer l'objectif d'égalité des chances.

C'est le cas pour LEADER. Mais évaluer comment est intégrée la dimension égalité des chances au sein des groupes d'action locale ne consiste pas seulement à déterminer le nombre de femmes ayant bénéficié d'une action de formation ou d'une prime pour créer son propre emploi. L'objectif est plus ambitieux, l'enjeu est structurel et sous-entend des actions qui auront un impact à moyen ou long terme sur la participation et la mobilisation de toute la population au développement du territoire.

Rien de moins en somme, que de contribuer à faire évoluer les mentalités à propos des rôles des hommes et des femmes. Dans un programme de développement rural qui parie sur le maintien des populations, cette question paraît bien cruciale.

(*) Juriste de Droit social, Marie Jouffe a travaillé au sein de la Commission européenne en qualité d'expert dans le cadre de la mise en oeuvre du 3^{ème} Programme d'action communautaire pour l'Egalité des chances entre les femmes et les hommes (1991-1995), où elle a particulièrement suivi la réforme des Fonds structurels et ouvert le dossier des femmes rurales.

(1) COM(96) 67 final

Femmes et développement l'expéri

Avec pour objectif le développement *intégré* d'un *territoire*, LEADER ne vise pas formellement des catégories de population spécifiques, contrairement à d'autres Initiatives communautaires (EMPLOI-Ressources Humaines par exemple). Mais si les femmes ne font pas l'objet de mesures LEADER particulières, nombre de projets les concernent directement. La preuve par LEADER I.



ment rural: rience de LEADER I

Basé sur l'initiative locale et respectueux de la diversité des contextes socio-culturels dans lesquels il opère, LEADER ne comporte au niveau européen aucune clause formelle relative à l'égalité des chances entre les femmes et les hommes. On peut le regretter: le milieu rural est plutôt conservateur quant aux rôles sociaux dévolus aux deux sexes et il faut reconnaître que les femmes sont souvent très minoritaires au sein des conseils d'administration des groupes d'action

locale (l'initiative prise en Irlande de demander à ces conseils d'administration de compter au moins 40% de femmes mérite cependant ici d'être rappelée).

Les femmes sont toutefois impliquées et fortement représentées dans toutes les étapes de la mise en oeuvre de LEADER: la préparation du projet de développement, les diagnostics de territoire réalisés dans de nombreuses zones LEADER, les "audits de village" britanniques, les opérations de "rénovation de village" en Allemagne, etc. ont particulièrement mobilisé les femmes, qui sont d'ailleurs très présentes "sur le terrain", qu'elles soient agents de développement ou porteuses de projet.

Les femmes jouent de facto un rôle majeur dans LEADER:

- > démographiquement, elles sont souvent fortement majoritaires dans les zones concernées par l'Initiative. C'est particulièrement vrai dans le sud de l'Europe – Grèce, Espagne, Portugal, Mezzogiorno – où l'exode rural et l'émigration des hommes ont été importants;
- > contraintes ou souhaitant se créer leur propre source de revenu, les femmes se lancent dans de nouvelles activités souvent porteuses d'innovation;
- > elles sont des acteurs essentiels dans le secteur du tourisme rural, massivement soutenu par LEADER. On sait par exemple que l'agro-tourisme, motivé par le désir d'ouverture sur l'extérieur et la recherche d'un complément de revenu, repose le plus souvent sur les femmes;
- > les mesures LEADER "valorisation des produits agro-alimentaires locaux" et "appui aux PME et à l'artisanat" concernent de nombreuses agricultrices, conjointes d'agriculteur, pluriactives ou artisanes;
- > conjuguées à d'autres programmes – NOW par exemple – les actions LEADER de formation et d'insertion touchent particulièrement les femmes désireuses de lancer une entreprise, de retourner sur le marché du travail, etc.;
- > l'installation de télécentres et autres équipements liés aux nouvelles technologies de l'information facilite le télétravail, qui peut offrir de nouvelles perspectives d'emploi, notamment pour les femmes.

Les exemples qui suivent présentent un certain nombre d'actions LEADER I ayant directement concerné les femmes.



Formation
d'"animatrices locales"
[Serra de Caldeirão,
Portugal]



Entreprise de plats préparés [Inishowen, Irlande]

Services en faveur des femmes

L'isolement et le manque de services adaptés affectent considérablement la qualité de vie des femmes rurales. Certains groupes locaux sont intervenus pour corriger la situation: en Irlande, le groupe **Duhallow** a soutenu la mise sur pied d'un centre répondant aux besoins des femmes de la zone. Offrant des services de santé, une crèche et des activités de formation, le centre est aussi un lieu de discussion qui permet aux femmes de rompre leur isolement et d'être plus autonomes.

La tâche de s'occuper des enfants, qui leur incombe le plus souvent, rend plus difficile pour les femmes l'exercice d'une activité professionnelle. Ce problème est accentué en milieu rural où crèches, garderies et autres services à l'enfance sont éloignés, très peu présents, voire inexistantes.

Au Royaume-Uni, le groupe **South Gwynedd** (Pays de Galles) a mis en place un réseau de garderies d'enfants, à prix modeste, afin de favoriser le retour au travail des femmes sans emploi. Au Portugal, le groupe **Ribatejo Centro** (Lisbonne et Vallée du Tage) a assuré la formation de femmes en accueil-animation pour enfants de 6 à 12 ans. Dix emplois ont été créés dans autant d'unités de garde en milieu scolaire, permettant aux mères de famille d'exercer plus facilement une activité professionnelle.

Retour à la vie professionnelle

L'une des premières actions du groupe **Antur Teifi** (Pays de Galles) avait été la mise sur pied de différents cours destinés aux femmes souhaitant retourner sur le marché du travail. Dans le cadre de LEADER II, le groupe d'action locale finance la production de 3 séries d'émissions de radio éducatives destinées aux femmes. Égalité

des chances, confiance en soi, intégration dans l'entreprise, implication dans la vie associative sont autant de messages véhiculés par ces programmes diffusés depuis octobre 1995.

Le groupe **Argyll & the Islands** (Ecosse) a financé l'équipement d'une unité mobile permettant d'assurer, dans n'importe quelle localité de la zone, des cours de cuisine destinés notamment aux femmes désireuses de reprendre une activité professionnelle.

Actions en faveur des agricultrices, pluriactivité

Les actions LEADER destinées à faciliter la diversification des activités agricoles et la pluriactivité concernent un grand nombre de femmes rurales.

Le groupe **Lot-et-Garonne** (Aquitaine, France) a comme partenaire l'association "Plurielles", fondée par des femmes, qui soutient activement les agricultrices souhaitant se créer de nouvelles sources de revenus dans le cadre de l'exploitation familiale ou exercer une activité de salariées à l'extérieur.

En Irlande, le groupe **Barrow, Nore, Suir** a financé des cours principalement destinés aux agricultrices et visant à déboucher sur la création d'activités rentables, basées sur les besoins et les savoir-faire locaux (dentelle artisanale, légumes biologiques, etc.).

Au Portugal, le groupe **Serras de Montemuro, Arada e Gralheira** (Centre) a dispensé des formations en production fermière, apiculture, aquaculture, et agriculture biologique destinées spécifiquement aux femmes. Le même groupe a organisé des cours portant sur les techniques traditionnelles de la confection du lin. Cinq participantes ont ensuite pu lancer leur entreprise. Un cours de cuisine gastronomique a également permis à dix jeunes femmes de s'installer à leur compte.

Création et développement d'entreprises

Au Royaume-Uni, le groupe **Galloway** (Ecosse) a conçu un programme d'assistance-conseil s'adressant avant tout aux femmes: "Homebase" ("Domicile") consiste à transformer des activités informelles en petites entreprises ou coopératives. On enseigne notamment aux participantes le montage d'un projet d'entreprise. Le programme comporte également des ateliers de développement personnel (confiance en soi, communication en groupe, etc.). Deux coopératives – service de traiteur végétarien et fabrication de chocolat – sont maintenant en opération, tandis que 6 participantes ont créé leur propre emploi en bonneterie, tourisme, etc.

Au Portugal, une association de la zone **Raia Centro-Sul** (Centre) organise des formations en broderie artisanale traditionnelle. Chaque stage accueille 25 participantes. L'objectif est d'encourager le travail à domicile et la création de petites unités de production. Le groupe LEADER a également participé à la création d'une structure de commercialisation au service des artisanes et d'autres travailleuses indépendantes de la zone.

En Italie, le groupe **Basilicata Sud-Occidentale** (Basilicate) soutient l'artisanat local traditionnel: céramique, vannerie, etc. Il a notamment contribué à la redynamisation ou à la réouverture de 12 magasins de produits artisanaux. Les femmes sont les principales bénéficiaires de la démarche.

En Espagne, le groupe **Navarra** (Navarre) a partiellement financé la modernisation des installations d'une coopérative de femmes spécialisée dans la bonneterie. Le groupe finance également des formations en tapisserie (300 heures) destinées à des femmes peu qualifiées. Des cours de gestion d'entreprise complètent ces formations, qui visent à faciliter l'auto-emploi.

Le groupe **Campo de Calatrava** (Castille-La Manche) a soutenu la mise sur pied d'une coopérative pour la fabrication et la commercialisation de dentelle au fuseau ("Encajes de bolillos"). L'entreprise, qui vise l'insertion professionnelle des femmes de plus de 45 ans et de



Coopérative de St-Georges [Kozani, Grèce]

moins de 25 ans, a déjà permis la création de 6 emplois.

Alcarria Conquense, autre groupe LEADER de Castille-La Manche, a facilité la création d'une association de femmes-artisans.

Les coopératives de femmes sont nombreuses et très actives dans les zones rurales grecques: le groupe **Chalkidiki** (Macédoine centrale) a soutenu la création d'une coopérative de tisserandes. LEADER a également accompagné toutes les phases de la mise en marché des produits en finançant la création d'un point de vente, la réalisation de brochures promotionnelles et la participation de l'entreprise à diverses foires et salons professionnels.

Dans un village de la zone LEADER de **Kozani** (Macédoine occidentale), 17 femmes se sont associées pour créer une coopérative produisant deux spécialités régionales très appréciées mais encore peu commercialisées en Grèce: la "pitoura" (sorte de pâtes) et la "trachana" (sorte de semoule). Le groupe LEADER a participé à la construction du local et à l'achat de l'équipement nécessaire. De même, le groupe a mis sur pied un centre de conseil et d'assistance technique aux entreprises et coopératives de femmes.

Dans la région des Météores, le groupe **Kalabaka-Pyli** (Thessalie) a soutenu la création d'une coopérative de femmes spécialisée dans le conditionnement des plantes médicinales de montagne.

Toujours en Thessalie, le groupe **Elassona** a fourni son appui à des artisanes qui confectionnent des costumes folkloriques et des "kilims", tapis tissés très renommés. L'action LEADER a permis de moderniser cette activité traditionnelle et de faciliter la commercialisation des produits.

Le groupe **Evros** (Macédoine orientale) a participé à la mise sur pied d'un "Centre de l'Artisanat et du Travail à domicile". Géré par une coopérative de femmes, il vise à encourager la production artisanale locale et la formation permanente des femmes de la zone. <



Formation en menuiserie
[Sierra Sur de Sevilla, Espagne]



Femmes rurales du Norte (Portugal)

Retard important, intervention nécessaire

L'emploi est rare dans les zones rurales portugaises. Particulièrement pour les femmes, mal armées pour affronter un marché du travail très restreint. Pour celles qui n'ont pas émigré, la professionnalisation d'activités féminines traditionnelles – artisanat, produits agro-alimentaires, etc. – semble être, avec le tourisme, la seule voie d'intégration possible à l'économie formelle. A condition de surmonter d'importants obstacles culturels et structurels. Rencontre avec les femmes de trois zones LEADER du Norte: Alto Cávado, Alto Tâmega et Basto.

"Vous n'avez pas idée de l'influence des séries brésiliennes!" Teresa Lima, directrice financière d'ADRAT, groupe d'action locale pour le Haut-Tâmega (nord du Portugal), n'est pas la première personne à étonner le visiteur par cette remarque: apparus il y a une dizaine d'années, les feuillets à l'eau de rose que distille inlassablement la télévision portugaise *"ont, croyez-le ou non, fait entrer une certaine modernité dans les villages les plus reculés"*, affirme, lui-aussi, Francisco Botelho, ancien responsable de GAL et conseiller en développement à Ribeira de Pena, une des quatre *"municipalités"* de la zone LEADER Basto.

Deux témoignages concordants qui montrent bien qu'ici, les femmes viennent de loin: le long repli sur soi du Portugal, son retard de développement, évident dans l'arrière-pays, le paternalisme des années de dictature ont laissé le *"deuxième sexe"* au bord du chemin. La pénétration récente des valeurs de la société de consommation, véhiculées par la télévision et par les émigré(e)s retournant au pays, crée des besoins qui exigent la monétarisation à marche forcée d'une économie rurale inadaptée, avec toutes les frustrations que le

phénomène provoque. *“Dans un sens, ce n’est pas la femme rurale ‘traditionnelle’ qui est la plus à plaindre”, explique Teresa, “elle n’a jamais connu autre chose... Les plus grandes difficultés, ce sont les femmes des bourgs-centres, comme ici à Montalegre, qui les vivent: leur niveau de formation étant plus élevé, elles veulent ‘se libérer’ et recherchent des emplois salariés, qui sont très rares sur place. Quant à celles qui veulent continuer des études, elles manquent le plus souvent de moyens financiers. Je suis également professeur d’économie et je vois beaucoup de filles qui ont des capacités mais qui sont contraintes de renoncer à aller plus loin.”*

Emigration

A première vue, les campagnes du Norte paraissent extrêmement peuplées: partout, coteaux et vallées sont parsemés de maisons et on ne sait jamais où commencent et finissent les villages. On remarque très vite cependant qu’un grand nombre de bâtiments sont fermés ou encore en construction: ces grosses maisons modernes appartiennent aux dizaines de milliers d’émigrants partis travailler en France, en Allemagne, au Benelux ou en Suisse, mais avec toujours en tête l’idée de revenir au pays à l’âge de la retraite. Les zones LEADER affichent donc des densités de population relativement faibles (Alto Tâmega: 30 hab./km²) ou moyennes (Alto Cávado: 96 hab./km²; Basto: 83 hab./km²), mais sans commune mesure avec ce qu’elles seraient si tous les émigrants rentraient définitivement.

Les zones rurales du Minho et du Trás-Os-Montes sont saignées par l’émigration. *“C’est une planche de salut pour les hommes, une voie d’émancipation pour les femmes mais aussi la cause de bien des problèmes sociaux locaux”.* Selon Teresa Lima, l’émigration a déséquilibré la société rurale, à commencer par les relations parents-enfants: *“très souvent, dès que les enfants d’émigrés atteignent l’âge de la scolarité obligatoire, ils sont confiés à la grand-mère restée au village. Mais ayant déjà connu la société de consommation du nord, ces gosses ont des besoins que ne peut satisfaire l’économie de subsistance qui caractérisait jusqu’à maintenant le milieu rural portugais.”*

Auto-emploi

Au cœur des grandes mutations que connaît depuis 10 ou 15 ans le Portugal rural, les femmes paraissent mal armées pour “gagner leur vie”, s’insérer dans l’économie formelle: faiblement scolarisées, elles ont peu de chances d’accéder à un emploi salarié, le marché local étant très limité. L’auto-emploi constitue donc presque toujours la seule solution possible et l’artisanat (surtout textile dans cette partie du pays) est le secteur qui semble recéler le



Promotion de l'artisanat local: défilé de mode financé par le groupe Alto Tâmega

plus de potentiel: en professionnalisant cette activité traditionnelle de nombreuses femmes rurales, en organisant une véritable filière artisanale, les agences locales de développement, soutenues par le gouvernement portugais (Commission de la Condition féminine, Institut de l’Emploi artisanal, etc.) et l’Union européenne (programmes NOW, ILE, LEADER...), entendent bien exploiter ce vaste gisement d’emplois pour les femmes.

L’Aliança Artesanal de Vila Verde, dans le Haut-Cávado, est une coopérative regroupant environ 80 artisanes. Sa structure-hôte existe depuis 1948: à cette époque, l’“Oeuvre des Mères pour l’Education Nationale”, institution du régime Salazar, encourageait l’artisanat pour la femme au foyer. *“Ce cadre paternaliste originel a d’ailleurs un peu gêné la création de notre coopérative en 1988”*, se souvient la directrice, Maria da Conceição Pinheiro.

La plupart des artisanes travaillent à domicile. Pour 30 d’entre elles, tissage, broderie ou peinture sur céramique sont une occupation à temps plein. 7 exercent leur activité dans les ateliers de la coopérative.

Celle-ci assure le contrôle de la qualité (label), la pro-

—> motion, la vente directe et la distribution des produits sur les marchés national et international (par l'intermédiaire de grossistes). *"Nos résultats renforcent notre crédibilité, car notre grand problème, c'est la méfiance des artisanes entre elles et envers la coopérative",* déplore Maria da Conceição. *"Confinées aux tâches ménagères et familiales, les femmes ont longtemps été isolées; elles sont donc très individualistes. Motivées par le désir de consommer plus et par certains incitatifs gouvernementaux, elles n'ont pas adhéré spontanément à la coopération. Les revenus que la coopérative leur reverse maintenant créent un sentiment de confiance et de solidarité. Les formations en design, les opérations de promotion que nous avons organisées avec LEADER ont aussi grandement contribué à créer une solidarité qui n'existait pas auparavant."*

Un obstacle important a donc été franchi car, comme le souligne Teresa Lima, *"dès qu'une activité est rentable, nombreuses sont les femmes à s'y lancer et très vite le marché local est saturé. Il faut donc commercialiser à l'extérieur. Pour ce faire, il faut s'associer, ce qui est très difficile à réaliser étant donné le manque de formation et l'individualisme des femmes concernées."*

Au manque de solidarité, s'ajoute un manque d'esprit d'initiative. Toujours selon Teresa Lima, *"la raison est surtout culturelle: ceux qui n'ont pas émigré ont tendance à être résignés. Il y a toujours le vieux réflexe fataliste de penser que 'du moment que l'on a à manger, cela suffit', les hommes plus que les femmes, d'ailleurs..."*

Cette analyse, confirmée par de nombreux intervenants

interrogés, est toutefois contredite par l'expérience de Maria de Freitas Soares: cette dynamique septuagénaire, trésorière de l'association Centre Social de Covide, a su mobiliser tout un village autour de la construction, entre 1990 et 1994, d'un complexe de quatre pavillons comprenant notamment un centre polyvalent, une école-atelier et un point de vente pour les artisanes des alentours. Elle a également créé avec ses fonds propres une fondation pour le développement local, "Calcedônia", qui s'apprête à doter Covide d'une garderie, d'un four à pain collectif et d'un service de traiteur. *"La création d'une fondation est une formule très inhabituelle au Portugal",* soulignent les responsables du GAL Alto Cávado qui a soutenu ici plusieurs formations et financé des équipements, *"il est certain que ce qui se passe à Covide est assez exceptionnel et doit beaucoup au charisme de cette femme remarquable."*

Privé

On comprend qu'ici les agences de développement misent beaucoup sur les "entrepreneuses" locales et n'hésitent pas à appuyer les initiatives privées: *"j'ai vu trop d'expériences collectives échouer suite à des problèmes de commercialisation",* explique Francisco Botelho. *"Disposer déjà d'un marché est un critère fondamental lorsque nous choisissons les projets à financer."*

C'est ce qui justifie selon lui l'appui accordé par le groupe LEADER Basto à la Casa do Campo, vaste demeure aristocratique, comprenant des jardins du XIXème siècle de réputation internationale. Armanda Meirelles et sa fille Gabriela y pratiquent depuis dix ans le "tourisme d'habitation" (tourisme haut de gamme dans des demeures classées) et dispensent des formations en broderie et filigrane pour les femmes des environs. LEADER a partiellement financé la conversion d'une ancienne dépendance en point de vente pour les produits – haut de gamme – exécutés sur commande par les artisanes locales. Gabriela Meirelles les commercialise également elle-même à Porto et au Brésil. *"LEADER a revitalisé ce lieu",* souligne Alfredo Coelho, agent de développement. *"La Casa de Campo est à présent un modèle d'activité rentable qui a provoqué une véritable prise de conscience dans cette partie de la zone. Elle procure 10 emplois directs et fait travailler une dizaine*



Le Centre social et artisanal
de Covide [Alto Cávado]



Coopérative d'artisans soutenue par LEADER

d'artisans."

L'agence AD RAT soutient Modabarr, une entreprise artisanale de confection de vêtements qui a su allier tradition et modernité: *"ce projet est privé mais a déjà eu de nombreuses répercussions collectives"*, tient à préciser Fernando Montalvão Machado, directeur d'AD RAT. *"En amont, il a permis de réintroduire une ancienne activité en voie de disparition, le tissage de la laine; sur place, il assure 5 emplois à temps plein; plus généralement, il revalorise l'artisanat local et montre à l'ensemble des productrices qu'il est possible d'adapter des produits traditionnels à la mode actuelle."* Les défilés de mode financés par LEADER ont en effet inspiré d'autres artisanes et suscité l'intérêt d'une grande chaîne de distribution. L'achat d'équipement informatique a également permis de moderniser la gestion de l'entreprise et la fabrication des patrons que conçoit Agnès Ellouz, Parisienne installée depuis quelques années dans la région.

Le secteur textile n'est évidemment pas la seule activité artisanale à bénéficier d'un appui LEADER: les petites entreprises agro-alimentaires font aussi l'objet d'interventions. Probasto a fourni 50% des fonds nécessaires à la modernisation d'une pâtisserie artisanale appartenant à deux femmes. AD RAT a financé à hauteur de 15 000 ECU l'achat d'équipement nécessaire à l'expansion de la société Artefumo (4 employées) produisant du jambon fumé, grande spécialité de la région de Chaves. La propriétaire, Antónia Gonçalves, fait remarquer au passage qu'elle a dû utiliser les services d'un homme pour pouvoir négocier l'achat du terrain: *"je n'avais pas de crédibilité et je me demande encore si c'était parce que je suis jeune ou parce que je suis femme..."*

Le tourisme constitue bien sûr un autre secteur de choix pour générer emplois ou revenus complémentaires pour les femmes. Dans le Haut-Cávado par exemple, LEADER et l'agence ATAHCA ont orienté 11 villages pittoresques vers le tourisme rural en finançant à 65% la réfection de façades et la création d'une soixantaine de logements touristiques, le plus souvent gérés par des agricultrices.

La dimension "femmes" est-elle prise en compte lors du choix de tels projets?

"Nous ne soutenons pas particulièrement des femmes, répond Francisco Botelho, nous soutenons des familles: le Portugal rural connaît des conditions économiques, sociales, culturelles qui ne sont pas comparables à celles des pays vers lesquels a émigré une grande partie de sa population. Il faut d'ailleurs constater que les femmes émigrées qui sont retournées ici ont une influence décisive sur la dynamique locale que l'on commence à percevoir. On ne peut nier que la condition des femmes rurales s'est améliorée même si la route est encore longue..." <

ALTO CÁVADO

ATAHCA, Praça do Município,
P-4730 Vila Verde
Tél & Fax: +351 53 32 39 66

ALTO TÂMEGA

AD RAT, Av. Tenente Valadim 39,
P-5400 Chaves
Tél: +351 76 33 17 71 - Fax: +351 76 22 742

BASTO

PROBASTO, Bairro João Paulo II,
P-4860 Cabeceiras de Basto
Tél: +351 53 66 20 25 - Fax: +351 53 66 20 26



Comme au "bon vieux temps":
animation touristique organisée
par la coopérative Åtigårn

Quand elles prennent l'initiative

Dans l'immense comté du Jämtland (Moyen-Nord suédois), les femmes sont souvent à l'avant-garde des initiatives de développement.

Dans cette région particulièrement sous-peuplée (2,7 habitants au km²), quelque 300 groupes, coopératives, réseaux, etc., majoritairement pilotés par des femmes, sont impliqués dans toutes sortes d'activités économiques, sociales, culturelles, permettant d'assurer à ce milieu rural dispersé un dynamisme et une qualité de vie exceptionnels.

"Je crois que l'histoire peut déjà expliquer notre relative facilité à mobiliser les femmes", affirme Margaretha Lindbäck-Hansson: "il y a dans le Jämtland une tradition de résistance propre aux terres de pionniers, une tradition d'égalitarisme (le système féodal n'a jamais existé ici) et une tradition d'autonomie des femmes, habituées à 'faire tourner la boutique' pendant que les hommes travaillaient loin, dans la forêt."

Margaretha anime une coopérative de 13 femmes qui restaure et anime depuis 1995 une ferme du XIX^{ème} siècle. L'ancienne habitation des fermiers a été réhabilitée de façon à recevoir des visiteurs pour un repas ou un "café", voire à les héberger (50 personnes y ont séjourné au cours de la première année d'opération).

Rien de très original à priori si ce n'est que les hôtes, habillées comme les paysannes du siècle dernier, cuisinent dans l'âtre et que les caractéristiques du lieu obligent ceux qui s'y arrêtent à vivre exactement comme il y a cent ans: conditions de confort spartiates de l'époque (absence d'électricité et d'eau courante), participation à l'entretien des animaux, possibilité d'accéder au site en carriole, etc.

"Nous recrutons maintenant d'autres membres pour nous répartir davantage le travail", explique Margaretha. Ne risque-t-on pas alors d'éparpiller les revenus de l'activité entre beaucoup de monde? "L'argent n'est pas le but premier", répond-elle, "ce qui compte, c'est toute la dynamique que le projet induit dans le village. A terme, notre objectif est de créer d'autres attractions-relais de ce type tout autour du Storsjön, le 'Grand Lac', cœur géographique et historique du Jämtland."

Et un peu partout, les femmes sont souvent les premières à impulser cette dynamique. L'histoire est souvent la même: étape 1 (fin des années 80), la campagne nationale "Hela Sverige ska leva" ("Toute la Suède doit vivre") en faveur de la revitalisation du monde rural et dans laquelle les femmes se sont fortement impliquées; étape 2, des "réseaux" de femmes informels se créent dans les villages (50 actuellement dans le Jämtland) – discussions, évaluation des besoins, identification de projets; étape 3: formalisation de la démarche, le plus souvent à travers la créa-

tion d'une "coopérative" (la formule est très souple en Suède: essentiellement sont requis des statuts et la participation d'au moins 3 membres), pour mener à bien le(s) projet(s).

Ce parcours est celui d'Agendum par exemple: "Nous avons débuté très simplement en tant que réseau de femmes en 1990", raconte Ann-Margreth Göransson, l'une des responsables et ancienne élue locale déçue par l'action politique "traditionnelle". "Dans une région plutôt conservatrice en ce qui concerne les rôles hommes-femmes, le but était d'abord de mobiliser les femmes autour de rencontres et d'événements socio-culturels afin de donner plus de visibilité à leur action, de défendre les intérêts des femmes, d'accroître leur représentativité dans la prise de décision, surtout aux niveaux local et régional. Plus tard, nous avons pris le train des nouvelles technologies et créé un réseau télématique relié maintenant à d'autres réseaux de femmes en Europe. La coopérative Agendum, fondée en 1995, constitue l'entité légale qui coordonne tout ce travail."

Exemple de réalisation concrète: l'achat, avec l'aide du gouvernement suédois et de la municipalité (*) de Berg, de 20 ordinateurs constituant deux "parcs mobiles" d'ordinateurs transportés toutes les 10 semaines dans un village différent, permettant d'initier sur place les gens à l'informatique, "du traitement de texte à l'Internet". Depuis 1994, environ 500 personnes (en majorité des femmes) et la plupart des villages de la municipalité ont ainsi déjà bénéficié de la formation.

Klövsjö

Klövsjö (480 habitants) revendique le titre de "plus beau village de Suède". Le site est en effet enchanteur: lac formant une vaste baie, maisons traditionnelles groupées autour d'une petite église rouge et blanche... Depuis plusieurs années, les habitants sont engagés dans une ambitieuse démarche de revitalisation du village et d'amélioration de l'environnement. A l'initiative des femmes.

Tout a commencé en 1986: souffrant de l'absence de services de garde pour leurs enfants, cinq d'entre elles décident de créer une crèche/école maternelle. Elles fondent en 1988 une coopérative et aménagent avec l'aide de la municipalité une grande maison qui leur permet à présent de répondre aux besoins de 11 familles. Celles-ci s'occupent à tour de rôle de la bonne marche de l'établissement et de l'entretien des locaux. 5 employés (1 à temps plein; 4 à temps partiel) assurent le fonctionnement quotidien de la structure. "Tout le monde est gagnant avec ce système", fait remarquer Lena Dahl, l'une des fondatrices de la coopérative qui compte maintenant 20 membres: "l'Etat et la commune à qui cette formule autogérée évite des coûts, les parents qui disposent d'un bon service de garde, les enfants qui jouissent d'un cadre de vie particulièrement épanouissant..."

Le succès du projet déclenche un véritable mouvement collectif dans le village: en février 1990, à l'occasion de la "Semaine des Femmes du Jämtland" qui a lieu chaque année, les femmes de Klövsjö réfléchissent sur une action à mener. "Comme d'habitude, tout est parti d'une menace", raconte l'une d'elles Ingalis Sjöberg-Bromée. "Le lac est très important pour le village; or on constatait

une importante pollution des eaux par les phosphates. Nous avons décidé de faire quelque chose et convaincu toutes les femmes du village de ne plus utiliser de détergents au phosphate. Le magasin a arrêté d'en vendre. Six mois plus tard, les mesures indiquaient que la présence de phosphates dans le lac avait diminué de moitié. Ce résultat directement visible a encouragé tout le monde à aller plus loin, d'autant plus que l'opération a attiré l'attention des médias à l'échelle nationale. A présent, on s'attaque à la gestion de l'ensemble des eaux usées."

Des toilettes écologiques ont été installées dans plusieurs bâtiments publics du village. Les déchets sont compostés et utilisés comme fertilisants. Un projet a été proposé dans le cadre des fonds réservés à l'Objectif 6 ("aide aux régions nordiques à très faible densité de population"): 12 appareils seraient achetés et mis gratuitement à la disposition des ménages intéressés. Une recherche sur l'impact environnemental de l'opération ainsi qu'une étude destinée à "écologiser" l'ensemble des équipements collectifs du village seraient menés en parallèle. En attendant, plusieurs femmes se sont lancées dans la fabrication de produits de beauté écologiques, la supérette de Klövsjö les commercialise tout comme de nombreux autres produits "verts", et l'écologisation du village a fait des émules ailleurs en Suède: "jusqu'à Stockholm, précise Lena Dahl, où l'on m'a déjà demandé comment nous avons fait ici. J'ai répondu: 'tout dépend de votre problème... Qu'est-ce qui vous motive? Nous, c'est le lac...'"

"Les Villageois"

A une cinquantaine de kilomètres au nord d'Östersund, chef-lieu et seule ville importante du Jämtland, un peu à l'écart de la route qui mène en Laponie, se trouve un ensemble de trois villages – Högarna, Fagarland et Ollsta – totalisant 130 habitants.

L'avenir semblait bien sombre au milieu des années 80: la route de gravier était en piteux état, la ligne d'autobus, le magasin et surtout l'école étaient menacés de fermeture. Les habitants réagissent en créant en 1985 un groupe de réflexion qui débouche sur un diagnostic et définit une stratégie: "L'idée générale, c'est qu'il fallait améliorer les services et favoriser la convivialité de façon à rendre les villages attractifs pour l'installation de



Au service du développement local: la coopérative Agendum



Construction
du foyer
pour personnes
âgées de Byssbon

— *nouvelles familles*” explique Britt-Inger Sundin, l’une des “leaders” de la démarche. Le groupe se retrousse les manches et mène à bien deux premiers projets, l’installation d’une patinoire et la transformation de l’ancienne école communale en centre polyvalent, entièrement réalisés par du travail bénévole et financés par l’organisation d’événements et de tombolas. *“Ici les femmes n’ont peur de rien. Ce sont elles qui ont commencé le travail mais très vite, les hommes ont suivi...”*, tient à préciser Britt-Inger. Le groupe crée une “coopérative de village”, “Byssbon” (“Les Villageois”), selon le principe un membre/un vote. 50 personnes en font partie. Grâce à la caution de la municipalité, la coopérative peut emprunter 340 000 ECU pour construire en 1990 trois maisons unifamiliales, respectant le style architectural traditionnel. Une annonce est publiée dans la presse nationale et trois familles sont recrutées pour s’installer dans les maisons (location avec option d’achat). Dans un même temps, la construction d’un four à pain communal et d’infrastructures de loisirs (là aussi, un lac se trouve à proximité) ajoute une touche conviviale à l’ensemble. La route est réparée et l’éclairage public amélioré en 1992. L’année suivante, Byssbon entreprend son projet le plus ambitieux du point de vue financier: la construction d’un foyer pour personnes âgées (9 appartements), grâce à un prêt de 612 000 ECU garanti par la municipalité. *“Il s’agissait de garder les vieux près de nous, tout en libérant leurs maisons pour de nouveaux venus”*, explique Leif Ahlin, l’un des responsables de la coopérative. Une stratégie qui s’est avérée efficace puisqu’au cours des trois dernières années, 7 nouvelles familles (11 enfants) se sont installées, justifiant l’ouverture d’une garderie en 1995 et la récente réouverture du magasin. *“Finalement, c’est le magasin qui nous a donné le plus de soucis”*, constate Leif: *“il a été fermé plusieurs fois au cours de ces années... Mais le 27 février 1996 a été un grand jour: la réouverture après deux ans, pour de bon on l’espère!”* Grâce à un prêt sans intérêt de l’ensemble des habitants, un membre de Byssbon a pu en effet reprendre le commerce.

Branchés

Selon Lennart Nilsson, trésorier de la coopérative, l’ensemble de la revitalisation des villages aura coûté environ 1,1 million d’ECU, *“sans compter évidemment les milliers d’heures de travail bénévole...”*, s’empresse-t-il d’ajouter. Non seulement les villages sont sauvés, mieux encore: ils sont branchés sur le monde puisque Byssbon s’est depuis plusieurs années lancée dans l’informatique et la télématique. 90 habitants (près de 70% de la population totale!) ont suivi un cours d’informatique. Une douzaine d’entre eux se sont acheté un ordinateur. 8 l’utilisent pour leur travail. Byssbon étant officiellement reconnue comme télécentre au sein du Réseau

télématique rural mis en place en Suède, 4 emplois liés à cette activité ont été créés. La coopérative joue la carte du télétravail en constituant et gérant des bases de données pour différentes entreprises privées. Elle est également responsable de la base de données du “Conseil du Mouvement du Peuple” qui fédère quelque 2 500 groupes impliqués dans des actions de développement rural. Pas étonnant donc que Byssbon soit chargée à présent de constituer la base de données du Carrefour du Jämtland, bureau d’information et d’animation rurales soutenu par la Commission européenne. Des formations résidentielles en informatique sont également organisées régulièrement.

Transférabilité?

La réussite impressionnante de l’opération soulève naturellement la question de sa transférabilité dans d’autres zones rurales “fragiles”. La réponse ne va pas de soi, car au delà de la forte capacité de résistance des habitants qui a permis de renverser la tendance et même de faire entrer leur village de plein pied dans la “société de l’information”, l’expérience de Byssbon s’inscrit dans un contexte global favorable, qui n’est pas celui de toutes les zones rurales: une “culture de pionniers” encore vivace, un niveau d’équipement très élevé, des réseaux de solidarité actifs et bien organisés, une société “citoyenne” dotée d’instruments publics puissants qui semblent particulièrement à l’écoute des besoins exprimés par les populations locales, et notamment les femmes. Leif Ahlin avance aussi sa propre explication: *“Vous savez, je crois que notre succès doit finalement beaucoup au niveau d’éducation des gens: il est plutôt élevé dans le village et cela a facilité les choses...”* <

[*] En Suède, la “Municipalité” (“Kommun”) constitue la plus petite entité administrative. Dirigée par des élus, elle est responsable de plusieurs secteurs clés: sécurité sociale, enseignement primaire et secondaire, occupation du sol, appui aux entreprises, culture, etc. Regroupant toujours plusieurs villages, son territoire est souvent très étendu: le Jämtland ne compte par exemple que 8 municipalités.

Superficie de la région: 50 000 km² (12% du territoire suédois)
Population: 136 000 habitants (1,5% de la population suédoise)
Evolution démographique: 1950-1975: -15% • 1975-1994: +2%
Emploi: Agriculture/sylviculture: 5% • Industrie: 14%
Secteur public: 41% • Tourisme: 10% • Autres services: 30%

GBV (Glesbygdverket / Agence nationale pour l’Aménagement de l’Espace rural)
Splintvägen 1, S-83172 Östersund
Tél: +46 63 826 00 - Fax: +46 63 862 92

Le Réseau européen du Développement rural

Une des dimensions essentielles de l'Initiative communautaire LEADER est l'échange d'expériences et le transfert de savoir-faire entre territoires ruraux, au travers du **"Réseau européen du Développement rural"**. Ce réseau a une triple caractéristique. Il s'agit:

- > d'un réseau ouvert. Y participent tous ceux qui sont directement impliqués dans LEADER II ("groupes d'action locale" (GAL) et autres acteurs collectifs, administrations et institutions participant à la mise en oeuvre de l'Initiative) ainsi que tous ceux qui sont concernés par l'avenir de l'Europe rurale;
- > d'un réseau riche de la diversité de ses membres et des situations propres aux pays de l'Union européenne;
- > d'un réseau qui se nourrit des innovations conduites "sur le terrain" par les acteurs ruraux.

Il est animé par l'**"Observatoire européen LEADER"** dont le rôle est de repérer, analyser, faire largement connaître les actions novatrices de développement intégré et de favoriser l'échange d'expériences et de connaissances entre zones rurales.

La **Direction générale de l'Agriculture (DG VI)** supervise les activités de cet Observatoire, dont elle a confié l'animation, suite à un appel d'offres, à l'**Association Européenne pour l'Information sur le Développement Local (AEIDL)**.

Les principales missions de l'AEIDL portent sur la diffusion d'information à travers la réalisation de diverses publications (notamment LEADER Magazine) et la mise en place de banques de données, la réalisation de séminaires et colloques, l'assistance technique aux coopérations transnationales entre groupes LEADER.

Six organismes spécialisés de différents Etats membres de l'Union européenne – **Arkleton Trust** (Royaume-Uni), **Futour** (Allemagne), **INDE** (Portugal), **Iniciativas Económicas y Ambientales** (Espagne), **ÖAR-Regionalberatung** (Autriche) et **Telide** (France) – sont associés à l'AEIDL pour la réalisation de ces diverses activités.

Chaque organisme est responsable d'un thème particulier ("Prospective", "Méthodologies du développement rural", "Nouveaux produits/nouveaux services", "Environnement", "Tourisme", "Produits locaux") et participe à l'animation de séminaires et de conférences, à la production de publications et à l'analyse des actions innovantes, avec l'appui d'experts spécialisés sur ces thèmes.

Dans les Etats membres intéressés, des **réseaux LEADER nationaux** seront également mis en place et devraient débiter leurs activités au cours de cette année 1996.

Publications LEADER

Dossiers techniques

Afin de faire profiter les groupes d'action locale LEADER II des enseignements de LEADER I, l'Observatoire européen a réalisé trois documents, versions revues et augmentées de certains **"Dossiers LEADER"** publiés entre 1993 et 1995:

- > **"La mise en oeuvre du projet de développement local: l'expérience de LEADER I"** est une compilation de 4 Dossiers correspondant aux principales étapes de la gestion de projet: implication de la population, diagnostic de territoire, montage, conduite du projet, analyse d'impact.
- > **"La valorisation des ressources agricoles locales: l'expérience de LEADER I"** décrit l'ensemble de la démarche permettant de valoriser par la qualité et de commercialiser les produits agro-alimentaires de terroir. Le document traite également de la participation des producteurs à des foires et salons professionnels.

- > **"Commercialiser un tourisme rural de qualité: l'expérience de LEADER I"** analyse une stratégie possible pour développer un tourisme de découverte, basé sur le patrimoine naturel et culturel d'un territoire, et respectueux de l'environnement: élaboration du produit, qualité des prestations, négociation avec les tour-opérateurs, etc.

Guide méthodologique

Un **"Guide méthodologique pour l'analyse d'une action innovante"** est disponible. Se présentant sous la forme d'une pochette permettant une manipulation aisée des fiches qui l'accompagnent, le document a d'abord été conçu comme un outil de travail au service des GAL: il peut faciliter le repérage, l'accompagnement et l'analyse des actions innovantes réalisées dans le cadre de leur programme LEADER.

RENSEIGNEMENTS:

OBSERVATOIRE
EUROPÉEN LEADER
chaussée Saint-Pierre 260
B-1040 Bruxelles
Tél.: +32.2.736 49 60
Fax: +32.2.736 04 34

E-Mail:

leader@aeidl.be

World Wide Web:

<http://www.rural-europe.aeidl.be>

"Rural Europe": les publications LEADER sur l'Internet

"Rural Europe", le service d'information en ligne du Réseau européen du Développement rural est accessible sur le World Wide Web à l'adresse:

<http://www.rural-europe.aeidl.be>

On y trouve la plupart des publications produites par l'Observatoire européen LEADER (LEADER Magazine, INFO-LEADER, les dossiers techniques, etc.), le programme des activités ainsi que différentes banques de données en cours de constitution ("Actions innovantes de développement rural", "Programmes LEADER nationaux et régionaux", "Actions communautaires en faveur du développement rural", etc.).

Les informations, disponibles dans un premier temps en anglais et en français, seront progressivement disponibles en allemand, espagnol, italien et portugais.

Pour tous les intervenants concernés par le développement rural en Europe, le site Internet "Rural Europe" offre également des possibilités de travail en ligne: forum, messagerie, consultation de documents à distance, etc.

Nom: LEADER

("Liaison Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale")

Type de programme: Initiative communautaire

Territoires concernés: régions de l'Objectif 1 (en retard de développement), zones de l'Objectif 5b (zones rurales fragiles) et zones de l'Objectif 6 (zones de très faible densité de population) de l'Union européenne. 10% des crédits alloués aux zones 5b peuvent toutefois être affectés à des territoires limitrophes non éligibles.

Objectifs: dans la continuité de LEADER I (1991-1994), LEADER II vise à :

- > encourager les initiatives locales de développement rural exemplaires;
- > soutenir des opérations innovantes, démonstratives et transférables illustrant les nouvelles voies que peut emprunter le développement rural;
- > multiplier les échanges d'expériences et le transfert de savoir-faire;
- > appuyer des projets de coopération transnationale émanant des acteurs locaux des zones rurales et traduisant leur solidarité.

Bénéficiaires: LEADER II apporte son concours financier à deux catégories de bénéficiaires:

- > en premier lieu, les "groupes d'action locale", réunissant des partenaires publics et privés, qui établissent en commun une stratégie et des mesures novatrices pour le développement d'un territoire rural de dimension locale (moins de 100 000 habitants);
- > d'autres acteurs collectifs publics ou privés du milieu rural (collectivités locales, chambres consulaires, coopératives, associations, etc.) à la condition que leur action, plus thématique, s'inscrive dans une logique de développement au niveau d'un territoire local.

Type de mesures: acquisition de compétences en matière de développement rural, programmes d'innovation rurale (formation professionnelle, tourisme rural, soutien aux petites entreprises, valorisation des productions agricoles, sylvicoles et de la pêche locale, amélioration de l'environnement et du cadre de vie, etc.), coopération transnationale.

Les différentes composantes de LEADER II s'articulent autour d'un "Réseau européen du Développement rural" permettant une large diffusion (séminaires, échanges, publications) des actions innovantes entreprises en faveur du monde rural et facilitant les coopérations transnationales. Ce réseau est animé par l'"Observatoire européen LEADER".

Durée du programme: 6 ans (1994-1999)

Dotation de source communautaire: environ 1 500 millions d'ECU (dont plus de 900 millions pour les régions de l'Objectif 1) financés par les trois Fonds structurels.



Observatoire
européen LEADER



Commission européenne
DG VI Agriculture

LEADER magazine est la revue trimestrielle du programme de développement rural LEADER II. - **LEADER** ("Liaison Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale") est une Initiative communautaire lancée par la Commission européenne et coordonnée par sa Direction Générale de l'Agriculture (unité VI-F.1.1) - Le contenu de LEADER Magazine ne reflète pas nécessairement les opinions des institutions de l'Union européenne - **Direction de la rédaction:** A.E.I.D.L./ Observatoire européen LEADER - Editeur responsable: William Van Dingenen - **Journalisme:** Jean-Luc Janot - **Ont collaboré à ce numéro:** Mary Braithwaite, Yves Champetier, Marie Jouffe - **Photos:** groupes LEADER, Åtigårn, Campagne Compagne, Eureka, Ministère français de l'Agriculture, Lennart Nilsson, ÖAR, Bengt Weilert - **Photo de couverture:** Eureka Slide - **Coordination de la production:** Christine Chartier - **Conception graphique:** Kaligram - Imprimé en Belgique sur papier blanchi sans chlore - **LEADER magazine** est publié dans les onze langues de l'Union européenne et tiré à 30 000 exemplaires. - **Renseignements:** **LEADER magazine**, A.E.I.D.L., chaussée Saint-Pierre 260, B-1040 Bruxelles - Tél.: +32.2.736 49 60 - Fax: +32.2.736 04 34 - E-Mail: leader@aeidl.be - WWW: <http://www.rural-europe.aeidl.be>